

Avant-projet de décret portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord sur l'exercice d'activités à but lucratif par certains membres de la famille du personnel de missions diplomatiques et de postes consulaires, signé à Bruxelles le 10 novembre 2023.

Le Gouvernement de la Région wallonne,

Sur la proposition du Ministre-Président, chargé des Relations internationales,

Après délibération,

ARRÊTE :

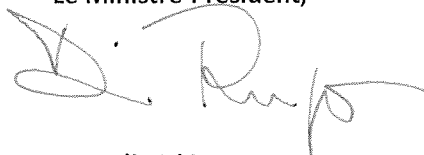
Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales, est chargé de présenter au Parlement le projet de décret dont la teneur suit :

Article unique

L'Accord entre le Royaume de Belgique et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord sur l'exercice d'activités à but lucratif par certains membres de la famille du personnel de missions diplomatiques et de postes consulaires, signé à Bruxelles le 10 novembre 2023, sortira son plein et entier effet.

Namur, le

**Pour le Gouvernement de la Région wallonne
Le Ministre-Président,**



Elio Di Rupo

ACCORD
ENTRE
LE ROYAUME DE BELGIQUE
ET
LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD
SUR L'EXERCICE D'ACTIVITES A BUT LUCRATIF
PAR CERTAINS MEMBRES DE LA FAMILLE DU PERSONNEL
DE MISSIONS DIPLOMATIQUES ET DE POSTES CONSULAIRES

**ACCORD
ENTRE
LE ROYAUME DE BELGIQUE
ET
LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD
SUR L'EXERCICE D'ACTIVITES A BUT LUCRATIF
PAR CERTAINS MEMBRES DE LA FAMILLE DU PERSONNEL
DE MISSIONS DIPLOMATIQUES ET DE POSTES CONSULAIRES**

LE ROYAUME DE BELGIQUE, représenté par :

**Le Gouvernement fédéral,
Le Gouvernement wallon,
Le Gouvernement flamand,
Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
Le Gouvernement de la Communauté Germanophone,**

ET

LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD,

DESIREUX de conclure un accord visant à faciliter l'exercice d'activités à but lucratif par certains membres de la famille d'un membre du personnel d'une mission diplomatique ou un poste consulaire de l'Etat d'envoi accrédité auprès de l'Etat d'accueil sur le territoire de l'Etat d'accueil,

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1

Champ d'application de l'Accord

Sur base de réciprocité, les membres de la famille faisant partie du ménage d'un membre d'une mission diplomatique ou d'un poste consulaire de l'État d'envoi sont autorisés à exercer une activité à but lucratif dans l'État d'accueil conformément aux dispositions du présent Accord et à la législation de l'État d'accueil.

ARTICLE 2

Définitions

Aux fins du présent Accord :

- a) "un membre de la famille faisant partie du ménage" signifie
 - (i) dans le cas du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en tant qu'État d'accueil, un enfant âgé de moins de dix-huit ans, un enfant âgé de dix-huit à vingt-cinq ans qui suit à plein temps un programme d'études dans un établissement d'enseignement agréé par les autorités de l'État d'accueil; le conjoint d'un membre d'une mission diplomatique ou d'un poste consulaire, ou le partenaire civil ou non marié d'un tel membre, s'il est reconnu comme tel par les autorités de l'État d'envoi et les autorités de l'État d'accueil, et le terme "membre de la famille" est interprété en conséquence ;
 - (ii) dans le cas du Royaume de Belgique en tant qu'État d'accueil, un enfant célibataire âgé de moins de dix-huit ans, ou le conjoint d'un membre d'une mission diplomatique ou d'un poste consulaire, ou le partenaire légal ou non marié d'un tel membre, s'il est reconnu comme tel par les autorités de l'État d'envoi et les autorités de l'État d'accueil, et le terme "membre de la famille" est interprété en conséquence ;
- b) "un membre d'une mission diplomatique ou d'un poste consulaire" signifie une personne qui n'est pas un ressortissant de l'État d'accueil ou un résident permanent sur son territoire et qui est employée par l'État d'envoi dans une mission diplomatique, un poste consulaire ou une mission auprès d'une organisation internationale ayant son siège dans l'État d'accueil et qui a été acceptée par l'État d'accueil en tant que telle ;
- c) "autorisé" signifie autorisé conformément à l'Article 4 ;
- d) "activité à but lucratif" signifie toute forme d'emploi rémunéré, qu'il s'agisse d'un emploi indépendant ou d'un emploi salarié.

ARTICLE 3

Principes clés

1. L'autorisation d'exercer une activité à but lucratif est donnée par les autorités de l'Etat d'accueil conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur dans ledit Etat et conformément aux dispositions du présent Accord.
2. Sauf si l'Etat d'accueil en décide autrement, l'autorisation est retirée à un membre de la famille qui, ayant exercé une activité à but lucratif, cesse de faire partie du ménage d'un membre d'une mission diplomatique ou d'un poste consulaire.
3. L'autorisation produit ses effets durant la période au cours de laquelle le membre d'une mission diplomatique ou d'un poste consulaire est affecté sur le territoire de l'Etat d'accueil, et cesse ses effets au plus tard au terme de cette affectation (ou moyennant un délai raisonnable suivant cette échéance).
4. Le présent Accord s'applique sans préjudice de l'Accord sur le retrait du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique, signé à Bruxelles le 24 janvier 2020.

ARTICLE 4

Procédures

1. Dans le Royaume de Belgique, toutes les demandes d'autorisation d'exercer une activité à but lucratif pour un membre de la famille sont adressées par l'Ambassade du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à la Direction du Protocole du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au développement du Royaume de Belgique. Après vérification que la personne est un membre de la famille et après examen de la demande officielle, la Direction du Protocole informe l'Ambassade que le membre de la famille est en droit de faire une activité à but lucratif. Les procédures suivies sont appliquées de manière à permettre au membre de la famille d'exercer une activité à but lucratif le plus rapidement possible. Toutes les exigences relatives aux permis de travail et à toute autre formalité similaire sont appliquées de manière favorable.
2. Au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, un membre de la famille est autorisé à travailler conformément à ses lois et règlements, sans qu'aucune autre procédure administrative ne soit nécessaire.
3. L'autorisation au membre de la famille d'exercer une activité à but lucratif n'implique pas l'exemption de toute exigence légale ou autre exigence relative aux caractéristiques personnelles, qualités professionnelles ou autres qualifications que l'intéressé doit démontrer pour l'exercice de d'une activité à but lucratif.

ARTICLE 5

Privilèges et immunités en matière civile et administrative

Au cas où le membre de famille autorisé jouit de l'immunité de juridiction en matière civile et administrative dans l'Etat d'accueil, en vertu des dispositions de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques, la Convention de Vienne sur les relations consulaires ou de tout autre instrument international applicable, cette immunité ne s'applique pas aux actes découlant de l'exercice de l'activité à but lucratif et rentrant dans le champ d'application du droit civil ou administratif de l'Etat d'accueil. L'Etat d'envoi lèvera l'immunité d'exécution de toute décision judiciaire relatif à ces questions, à condition que les mesures concernées puissent être prises sans porter atteinte à l'inviolabilité du membre de la famille autorisé ou de sa résidence.

ARTICLE 6

Immunité en matière pénale

Au cas où le membre de famille autorisé jouit de l'immunité de juridiction en matière pénale dans l'Etat d'accueil, en vertu des dispositions des Conventions de Vienne précitées ou de tout autre instrument international applicable :

- a) l'Etat d'envoi prendra sérieusement en considération de lever l'immunité de juridiction pénale dont jouit le membre de la famille à l'égard de l'Etat d'accueil pour tout acte ou omission découlant de l'exercice de l'activité à but lucratif ;
- b) cette levée d'immunité de juridiction pénale ne sera pas considérée comme s'étendant à l'immunité d'exécution de la décision judiciaire, immunité pour laquelle une levée spécifique devra être requise. Dans le cas d'une telle demande spécifique, l'Etat d'envoi prendra la requête de l'Etat d'accueil sérieusement en considération.

ARTICLE 7

Régime fiscal

Conformément aux dispositions des Conventions de Vienne précitées ou en vertu de tout autre instrument international applicable, et sans préjudice de tout accord conclu entre le Royaume de Belgique et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, les membres de la famille autorisés sont assujettis au régime fiscal de l'Etat d'accueil pour tout ce qui se rapporte à l'exercice de l'activité à but lucratif dans cet Etat.

ARTICLE 8

Régime de sécurité sociale

Sans préjudice de tout accord conclu par l'Union européenne ou par le Royaume de Belgique avec le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, les membres de la famille autorisés sont assujettis au régime de sécurité sociale de l'Etat d'accueil pour tout ce qui se rapporte à l'exercice de l'activité à but lucratif dans cet Etat.

ARTICLE 9

Durée et dénonciation

Le présent Accord restera en vigueur pour une période indéfinie, chacune des Parties pouvant y mettre fin à tout moment, moyennant un préavis de six mois adressé par écrit à l'autre Partie.

ARTICLE 10

Entrée en vigueur

Le présent Accord entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date d'échange de la dernière notification de l'accomplissement des procédures constitutionnelles et légales requises.

EN FOI DE QUOI, les représentants soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

FAIT à Bruxelles, le 10 novembre 2023 en deux exemplaires originaux, chacun en langues française, néerlandaise et anglaise, tous les textes faisant également foi. En cas de divergence dans l'interprétation, le texte anglais prévaudra.

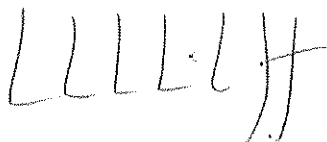
POUR LE ROYAUME DE BELGIQUE :

POUR LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD :

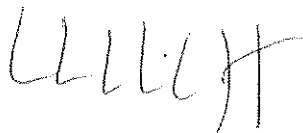
Le Gouvernement fédéral,



Le Gouvernement wallon,



Le Gouvernement flamand,



**Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-
Capitale,**

LLLLH

**Le Gouvernement de la Communauté
germanophone,**

LLLLH

OVEREENKOMST

TUSSEN

HET KONINKRIJK BELGIË

EN

HET VERENIGD KONINKRIJK VAN GROOT-BRITTANNIË EN NOORD-IERLAND

INZAKE HET VERRICHTEN VAN BETAALDE WERKZAAMHEDEN

DOOR BEPAALDE GEZINSLEDEN VAN HET PERSONEEL

VAN DE DIPLOMATIEKE MISSIES EN CONSULAIRE POSTEN

**OVEREENKOMST
TUSSEN
HET KONINKRIJK BELGIË
EN
HET VERENIGD KONINKRIJK VAN GROOT-BRITTANNIË EN NOORD-IERLAND
INZAKE HET VERRICHTEN VAN BETAALDE WERKZAAMHEDEN
DOOR BEPAALDE GEZINSLEDEN VAN HET PERSONEEL
VAN DE DIPLOMATIEKE MISSIES EN CONSULAIRE POSTEN**

HET KONINKRIJK BELGIË, vertegenwoordigd door:

**De Federale Regering,
De Vlaamse Regering,
De Waalse Regering,
De Regering van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest,
De Regering van de Duitstalige Gemeenschap,**

EN

HET VERENIGD KONINKRIJK VAN GROOT-BRITTANNIË EN NOORD-IERLAND,

GELEID DOOR DE WENS een overeenkomst te sluiten om het verrichten van betaalde werkzaamheden door bepaalde gezinsleden van een lid van een diplomatieke missie of consulaire post van de Zendstaat die in de Ontvangende Staat is geaccrediteerd, op het grondgebied van de Ontvangende Staat te vergemakkelijken,

ZIJN HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN:

ARTIKEL 1

Toepassingsgebied van de Overeenkomst

Op grond van wederkerigheid mogen de gezinsleden die deel uitmaken van het huishouden van een lid van een diplomatieke missie of consulaire post van de Zendstaat betaalde werkzaamheden verrichten in de Ontvangende Staat overeenkomstig het bepaalde in deze Overeenkomst en overeenkomstig de van kracht zijnde wetgeving in de Ontvangende Staat.

ARTIKEL 2

Definities

Voor de toepassing van deze Overeenkomst wordt verstaan onder

- a) "een gezinslid dat deel uitmaakt van het huishouden":
 - (i) in het geval van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland als Ontvangende Staat, een kind jonger dan achttien jaar, een kind tussen achttien en vijftientig jaar dat voltijds een studie volgt aan een door de autoriteiten van de Ontvangende Staat erkende onderwijsinstelling; de echtgenoot van een lid van een diplomatieke missie of consulaire post, of de civiele of ongehuwde partner van een dergelijk lid, indien deze als zodanig wordt erkend door de autoriteiten van de Zendstaat en de autoriteiten van de Ontvangende Staat, en "gezinslid" wordt dienovereenkomstig uitgelegd;
 - (ii) in het geval van het Koninkrijk België als Ontvangende Staat, een ongehuwd kind tot achttien jaar, of de echtgenoot van een lid van een diplomatieke missie of consulaire post, of de wettelijke of ongehuwde partner van een dergelijk lid, indien deze als zodanig wordt erkend door de autoriteiten van de Zendstaat en de autoriteiten van de Ontvangende Staat, en "gezinslid" wordt dienovereenkomstig uitgelegd;
- b) "een lid van een diplomatieke missie of consulaire post": een persoon die geen onderdaan is van de Ontvangende Staat of die vast verblijfhouder is op zijn grondgebied en die in dienst is van de Zendstaat bij een diplomatieke missie of consulaire post of een missie bij een internationale organisatie met zetel in de Ontvangende Staat en als zodanig door de Ontvangende Staat is aanvaard;
- c) "gemachtigd": gemachtigd overeenkomstig Artikel 4;
- d) "betaalde werkzaamheden": elke vorm van betaalde arbeid, hetzij als zelfstandige, hetzij als werknemer.

ARTIKEL 3

Leidende principes

1. De machtiging om betaalde werkzaamheden te verrichten wordt verleend door de autoriteiten van de Ontvangende Staat overeenkomstig de aldaar van kracht zijnde wetgeving en voorschriften en overeenkomstig het bepaalde in deze Overeenkomst.
2. Tenzij de Ontvangende Staat anderszins beslist, wordt de machtiging ingetrokken voor gezinsleden die, na betaalde werkzaamheden te hebben aanvaard, niet langer deel uitmaken van het huishouden van een lid van een diplomatieke missie of consulaire post.
3. De machtiging is geldig voor de periode tijdens dewelke een lid van een diplomatieke missie of consulaire post aangesteld is op het grondgebied van de Ontvangende Staat, en vervalt wanneer de aanstelling eindigt (dan wel binnen een redelijke termijn na de beëindiging).
4. Deze Overeenkomst is van toepassing onverminderd de Overeenkomst inzake de terugtrekking van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland uit de Europese Unie en de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie, ondertekend te Brussel op 24 januari 2020.

ARTIKEL 4

Procedures

1. In het Koninkrijk België wordt elk verzoek voor een machtiging voor een gezinslid om betaalde werkzaamheden te verrichten door de Ambassade van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland gestuurd naar de Directie Protocol van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking van het Koninkrijk België. Na verificatie of de persoon een gezinslid is, en na onderzoek van het officiële verzoek, zal de Directie Protocol de Ambassade ervan in kennis stellen dat het gezinslid betaalde werkzaamheden mag uitoefenen. De gevolgde procedures worden dusdanig toegepast dat het gezinslid zo snel mogelijk betaalde werkzaamheden kan verrichten. Alle voorschriften inzake werkvergunningen en soortgelijke formaliteiten worden welwillend toegepast.
2. In het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland is een gezinslid gemachtigd om te werken volgens de daar geldende wetgeving en voorschriften, zonder dat verdere administratieve procedures nodig zijn.
3. De machtiging voor een gezinslid om betaalde werkzaamheden te verrichten betekent niet dat er een vrijstelling geldt van wettelijke of andere vereisten met betrekking tot persoonsgegevens, professionele of andere kwalificaties waarvan de persoon in kwestie het bewijs dient te leveren voor het verrichten van de betaalde werkzaamheden.

ARTIKEL 5

Civil- en administratiefrechtelijke voorrechten en immuniteiten

In geval het gemachtigde gezinslid civil- en administratiefrechtelijke immuniteit van rechtsmacht geniet in de Ontvangende Staat, overeenkomstig de bepalingen van het Verdrag van Wenen inzake diplomatiek verkeer, het Verdrag van Wenen inzake consulaire verkeer, dan wel enig ander toepasselijk internationaal verdrag, is deze immuniteit niet van toepassing op handelingen die voortvloeien uit het verrichten van de betaalde werkzaamheden welke onder het burgerlijk en administratief recht van de Ontvangende Staat vallen. De Zendstaat zal afstand doen van de immuniteit van tenuitvoerlegging van alle gerechtelijke uitspraken die met betrekking tot dergelijke handelingen worden uitgesproken, mits de betrokken maatregelen kunnen worden genomen zonder te raken aan de onschendbaarheid van het gemachtigde gezinslid in kwestie of zijn verblijfplaats.

ARTIKEL 6

Immuniteit ten aanzien van strafzaken

In geval het gemachtigde gezinslid immuniteit geniet ten aanzien van de rechtsmacht in strafzaken van de Ontvangende Staat, overeenkomstig de bepalingen van de bovengenoemde Verdragen van Wenen, dan wel van enig ander toepasselijk internationaal verdrag:

- a) zal de Zendstaat ernstig overwegen afstand te doen van de immuniteit van de rechtsmacht in strafzaken die het gezinslid ten aanzien van de Ontvangende Staat geniet met betrekking tot elk handelen of nalaten dat voortvloeit uit de betaalde werkzaamheden;
- b) het doen van afstand van immuniteit ten aanzien van de rechtsmacht in strafzaken wordt niet geacht mede betrekking te hebben op de immuniteit ten aanzien van de tenuitvoerlegging van de gerechtelijke uitspraak, waarvan uitdrukkelijk afstand moet worden gedaan. In dergelijk geval neemt de Zendstaat het verzoek van de Ontvangende Staat ernstig in overweging.

ARTIKEL 7

Belastingstelsel

In overeenstemming met de bepalingen van de bovengenoemde Verdragen van Wenen dan wel krachtens enig ander toepasselijk internationaal verdrag, en onverminderd elke tussen het Koninkrijk België en het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland gesloten overeenkomst, zijn de gemachtigde gezinsleden onderworpen aan het belastingstelsel van de Ontvangende Staat, ten aanzien van alles wat verband houdt met het verrichten van de betaalde werkzaamheden in deze Staat.

ARTIKEL 8

Sociale zekerheidsstelsel

Onverminderd elke overeenkomst die de Europese Unie of het Koninkrijk België met het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland heeft gesloten, zijn de gemachtigde gezinsleden onderworpen aan het socialezekerheidsstelsel van de Ontvangende Staat voor alles wat verband houdt met het verrichten van de betaalde werkzaamheden in deze Staat.

ARTIKEL 9

Duur en beëindiging

Deze Overeenkomst blijft van kracht voor onbepaalde duur, met dien verstande dat elk van de Partijen ze te allen tijde kan beëindigen door hiervan zes maanden van te voren schriftelijk kennis te geven aan de andere Partij.

ARTIKEL 10

Inwerkingtreding

Deze Overeenkomst zal in werking treden op de eerste dag van de tweede maand volgend op de dag van uitwisseling van de laatste kennisgeving van de voltooiing van de grondwettelijke en wettelijke procedures.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondertekenende vertegenwoordigers, daartoe naar behoren gemachtigd door hun respectieve Regeringen, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

GEDAAN te Brussel, op 10 november 2023, in twee originele exemplaren, in de Franse, de Nederlandse en Engelse taal, zijnde alle teksten gelijkelijk authentiek. In geval van verschil in interpretatie is de Engelse tekst doorslaggevend.

VOOR HET KONINKRIJK BELGIË:

De Federale Regering,



De Vlaamse Regering,



De Waalse Regering,



**VOOR HET VERENIGD KONINKRIJK
VAN GROOT-BRITTANNIË EN NOORD-
IERLAND:**



**De Regering van het Brussels Hoofdstedelijke
Gewest,**

LL.LLH

**De Regering van de Duitstalige
Gemeenschap,**

LL.LLH